

## PENSER L'ÉDUCATION UN IMPÉRATIF DE NOTRE PROJET COMMUNISTE

Les dirigeants et représentants du capitalisme néolibéral mondialisé pensent l'éducation et lui donnent une place centrale dans leur projet d'accapuration des richesses et d'augmentation des taux de profit.

L'accélération des connaissances, l'augmentation exponentielle des moyens de production intellectuelle et matérielle s'opèrent sur la base d'un creusement tout aussi impressionnant des inégalités et d'une mise en danger sans précédent de l'humanité, de notre part d'humanité, de la planète.

Les multiples « réformes » de Blanquer sont des éléments stratégiques essentiels, cohérents, pensés et sans cesse actualisés pour cette bataille économique, sociale, politique et idéologique.

La centralité des questions d'éducation irrigue l'histoire des luttes sociales. Elle est attestée par la multitude des travaux de recherche qui lui sont consacrés, par les attentes et les exigences sociales qu'elle génère, par l'investissement des parents des classes populaires. Elle se vérifie dans les luttes sociales contre des « réformes » qui rendent le système éducatif de plus en plus inégalitaire.

Ces recherches, attentes, exigences, luttes sociales, sont – à condition d'être analysées, discutées, relayées dans le corps social – des matériaux indispensables pour penser et agir afin d'inverser le cours de la bataille politique et idéologique au cœur de laquelle sont posées les questions d'éducation.

La révolution des connaissances, l'Éducation, ses enjeux sociaux, politiques et idéologiques, doivent donc avoir toute leur place dans les travaux de notre congrès afin de porter un projet communiste pour l'Éducation en lien avec les luttes contre les « réformes » actuelles, s'appuyant sur les aspirations sociales, sur les travaux de recherche et sur l'engagement de nombreux militants communistes.

Pour que le service public de l'Éducation soit la mise en pratique de l'égalité et du « tous capables », ferments indispensables de l'émancipation sociale et humaine.

**Patrick Singéry**  
animateur du réseau École

## UNE VISION RÉVOLUTIONNAIRE pour l'éducation et la société

La journée d'action du 12 novembre dans l'éducation se place au cœur d'une période intense de discussion, de construction, de rédaction de ce que sera l'orientation de notre parti pour la période à venir. Sous les pavés donc, des pages d'effort pour donner à voir, au sein d'un ensemble plus vaste, le sens politique des multiples batailles fédérées dans le temps fort de cette journée.

Le pari de Blanquer, c'est de fractionner les annonces et mesures dans le double but d'épuiser les forces militantes dans un coup par coup démoralisant, et d'empêcher de voir l'unité d'un projet de confiscation de l'éducation au profit des intérêts du capital et de ses bénéficiaires.

Notre congrès peut être l'occasion de donner dans notre projet aux questions d'éducation une place proportionnelle à leur portée, afin qu'émerge une vision révolutionnaire seule à même de mobiliser dans la durée.

### Une portée économique : quand les actionnaires mangent de la cervelle

Les forces du capital et leurs multinationales précipitent une véritable OPA sur cet or gris que constituent les savoirs, les connaissances, et les capacités d'invention, de réflexion, de création du cerveau humain.

D'une part, en faisant des connaissances des produits marchands. Tout peut se vendre : les supports de transmission, d'où par exemple l'intérêt marchand de la classe dite inversée, où l'élève étudie à la maison le cours grâce à des logiciels ; les outils de gestion du système éducatif (logiciels de recueils de notes, emplois du temps, etc.) largement achetés au privé ; quatre trous percés dans une boîte en bois vendus une quarantaine d'euros sous couvert de pédagogie Montessori ; et la réforme des rythmes scolaires fait

avec les « plans mercredi » un transfert pour tout ou partie de ce que l'école n'a plus le temps de faire vers des organismes privés sollicités par les collectivités locales ; quant à la difficulté scolaire, elle est la manne irremplaçable des officines privées de soutien. On peut multiplier ainsi les exemples, et bon nombre des récentes « réformes » valent la peine d'être lues à la lumière de cette marchandisation de l'école.

D'autre part, en phagocytant, dans la formation comme à l'entreprise, tout le travail intellectuel de création et d'inventivité au profit des appétits du capital. L'élévation des connaissances et les capacités nouvelles qu'elle engendre sont soumises aux exigences du rendement et du profit immédiat : c'est ainsi par exemple que les universités subissent le chantage budgétaire de l'adéquation imposée à ces intérêts.

Notre projet consiste au rebours à utiliser les progrès réalisés en matière de circulation des savoirs et connaissances, de traitement de l'information, pour améliorer les conditions de travail et de vie, faire vivre la démocratie, développer les coopérations, répondre aux défis de l'existence humaine dans son environnement. Ce n'est pas la concurrence que nous voulons libre et non faussée, mais la faculté de chercher, de créer, de réfléchir pour répondre aux aspirations individuelles et collectives à l'émancipation.

Ici encore, le coût des appétits du capital est un énorme gâchis par rapport à ce que pourrait être une économie des connaissances au service du progrès social.

### Une portée politique et sociale : pour des pouvoirs nouveaux

Nous voulons contribuer à créer les conditions permettant aux travailleurs dans l'entreprise, et aux citoyens dans le débat démocratique et les institutions, de s'approprier des pouvoirs largement étayés sur la formation initiale reçue au cours des études. Pour permettre l'émergence de ces pouvoirs nouveaux, il faut créer les conditions de l'appropriation des savoirs pour toutes et tous : et parce que cela est complexe et prend du temps, nous demandons l'extension de la scolarité obligatoire à l'âge de 18 ans, lorsque patronat et gouvernement trouvent déjà de trop la borne des 16 ans, à laquelle ils ne cessent d'imaginer des dérogations. La prétendue avancée sociale de la scolarité obligatoire à 3 ans, déjà actée dans les faits, vise surtout à faire financer par les communes les maternelles privées. Le verrou qu'il faut faire sauter, c'est celui des 16 ans.

### le laxisme du bâton

À entendre Blanquer et Macron, la réponse à la violence en milieu scolaire serait le toujours plus de police et même d'armée face aux élèves, et toujours moins de téléphones bien sûr. Il faudrait en finir avec le laxisme ambiant.

Mais qui lâche prise en matière d'éducation ? Suppression de postes, précarisation des enseignants, renoncement à l'amélioration et l'élévation de la formation des élèves, autant de démissions de l'État qui aboutissent à ce que trop de jeunes ne voient plus en l'école qu'un lieu dépourvu de sens et d'intérêt, cible de leur dérision, de leur ennui ou de leur révolte. Leur nombre même rend vaine et absurde la riposte action/réaction du tolérance zéro.

Les enseignants ne demandent ni gilets pare-balles, ni gilets de sauvetage. Ils refusent d'étouffer à bas bruit, sans vague, la casse systématique du service public d'éducation, et exigent qu'on se penche aussi sur le temps d'avant les incidents : celui où la classe peut constituer un lieu collectif d'apprentissages partagés qui donne sens à une discipline qui n'est plus celle d'un dressage, mais du respect de règles dont tous tirent profit. Il y faut du temps, et des moyens matériels et pédagogiques !

## une vision révolutionnaire pour l'éducation et la société

Autre verrou à notre projet politique : la division des cursus d'études, préfigurant les rôles impartis dans le monde professionnel et social. Si l'on veut que les salariés puissent prendre le pouvoir dans l'entreprise, la formation ne peut se limiter à l'acquisition de gestes professionnels, mais doit permettre une intervention sur la conception du travail et sur ses enjeux, quel que soit le métier exercé. C'est toute la bataille actuelle qui se mène autour de l'enseignement professionnel public, que le patronat veut réduire à la mission congrue d'une « socialisation » des élèves tandis qu'il aurait seul la main, notamment par le biais de l'apprentissage, sur la formation aux métiers. Comment espérer faire exercer par tous un pouvoir démocratique, si l'on prive toute une part de la jeunesse de formations telles que l'histoire, la philosophie, les sciences économiques et sociales, réservées aux futurs dirigeants ? Comment nier l'utilité d'une formation universitaire, qui devrait être le temps d'une spécialisation après un cursus largement commun sanctionné par le diplôme national du baccalauréat ?

**Rallonger les études pour élever le niveau des connaissances, rapprocher les formations pour construire une culture commune, donner à l'école une mission de formation et non de tri, c'est la volonté qui nous fait rejeter l'architecture générale des politiques actuelles, dont les différents dispositifs (Affelnet, Parcoursup, lycée modulaire) visent à centrer l'attention sur les modalités du tri et non sur le gâchis et l'injustice d'un tri de plus en plus précoce écartant massivement les enfants des classes populaires, préfigurant ainsi et organisant leur aliénation professionnelle et sociale.**

## LE SERVICE PUBLIC

**seul outil moderne, progressiste et démocratique**

Le gouvernement inscrit sa destruction du service public dans la continuité de ceux qui l'ont précédé, avec une accélération qui est sa marque de fabrique : contractualisation, licenciements consentis, remise en cause du déroulement des carrières et de la retraite pour tous les fonctionnaires.

Dans une période où va s'ouvrir le débat européen, il importe de rappeler que ces attaques ont pour but de satisfaire les logiques européennes actuelles, majoritairement rejetées en France en 2005 et imposées contre toute démocratie : aux principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité qui fondent les services publics français, sont opposées des logiques essentiellement financières.

Notre défense du service public d'éducation doit battre en brèche le matraquage idéologique du prétendu modernisme inéluctable. Remplacer les statuts par des contrats, les fonctions par des métiers, l'efficacité sociale par la performance individuelle : ce sont tous les archaïsmes du clientélisme et de l'intérêt particulier et privé sur lesquels s'arc-boutent les tenants du capitalisme.

Mettre l'éducation et la révolution des connaissances au service de l'intérêt général qui dépasse largement le cadre des frontières et peut développer les solidarités internationales, assurer l'égalité de tous les jeunes sur tout le territoire et l'indépendance de ceux qui ont à charge de les former vis-à-vis du pouvoir politique et financier, voilà le vrai modernisme !

**Une portée idéologique : apprendre, c'est ensemble**

Notre identité communiste repose largement sur la conviction que les émancipations individuelles et collectives sont liées, que c'est avec les autres que chacun se construit. Le « tous capables » que nous revendiquons en matière d'éducation se lit dans les deux sens : tous sont capables, pas de limite imposée, pas de « ce n'est pas bon pour eux », mais aussi capables à condition d'être tous, dans une première expérience sociale hors de la famille qui doit privilégier la coopération, la confrontation intellectuelle, la construction collective des apprentissages. Pour nous, apprendre, c'est ensemble. La réussite scolaire ne se pense pas comme le succès remporté sur le voisin, mais comme l'élévation collective globale de toute une génération.

Pas besoin de longs discours pour comprendre combien ce modèle est l'exact repoussoir de l'idéologie libérale, qui doit dès le plus jeune âge ancrer dans les têtes que la vie est une compétition de chacun contre tous, que la volonté, ou les aptitudes, ou les appétits individuels sont les seuls responsables de la place attribuée dans une société où il est si simple de traverser la rue pour trouver un emploi et de lire un classement des lycées pour choisir le bon établissement.

Évaluations, classements, angoisse de choix d'établissements mis en concurrence, de parcours individuels, pression sur le rendement, sont les maîtres mots des réformes du collège, du lycée, puis de l'université. Double bénéficiaire : ils occultent les seuls choix qui comptent, ceux d'une politique scolaire au service soit de l'intérêt général soit du capital, et préparent ainsi le futur travailleur et citoyen à se méfier de toute structure collective, de toute manière collective de penser les questions politiques et sociales. Les jeunes sont ainsi formés à voir dans les syndicats, les partis, des corps étrangers discrédités dans lesquels on ne peut trouver place et qui s'opposent aux relations interpersonnelles comme régulateurs pacifiant des rapports sociaux : le président sait seul ce qui est bon pour les masses, le patron mouille pour ses salariés une chemise qu'il est malséant de déchirer, l'enseignant peut assurer le bonheur de l'élève en déployant simplement sa bienveillante empathie...

**Quelques exemples non exhaustifs des ponts existant entre notre projet communiste d'école et notre programme politique, en espérant qu'ils pourront contribuer à faire sortir la « question éducative » de son périmètre sectoriel à l'occasion de notre congrès pour qu'elle devienne l'affaire de tous les communistes...**

## POUR ALLER PLUS LOIN

**pour rendre populaire, y compris dans le Parti, la conviction qu'une transformation communiste de l'École est non seulement nécessaire mais possible,**

**pour mieux prendre en compte, développer et faire écho aux luttons et initiatives transformatrices qui se mènent dans le champ de l'éducation,**

**pour contribuer à ce que les travailleurs de l'éducation reprennent pouvoir sur leur travail...**

des points d'appui existent, à la disposition de tous les communistes, pour penser l'Éducation et le placer au cœur du projet d'émancipation sociale dont est porteur le PCF

### **Le réseau École du PCF**

qui regroupe des militants, enseignants, syndicalistes... investis dans la réflexion, les initiatives et les luttons qui se mènent dans le champ de l'éducation. Il publie régulièrement des communiqués, des analyses sur les enjeux des "réformes" en cours dans le champ de l'éducation. Il permet de mettre en commun les initiatives militantes, les informations...

### **L'École en commun**

#### **pour un projet communiste de transformation du système éducatif**

est un document élaboré par des membres du réseau École. Pensé comme alternative possible à la casse du service public d'éducation, il apporte des analyses et des propositions afin que les communistes s'en emparent, les enrichissent et les mettent à l'épreuve du débat et des luttons. <http://reseau-ecole.pcf.fr/96653>

### **Carnets rouges**

revue trimestrielle à laquelle contribuent chercheurs, syndicalistes, militants associatifs, intellectuels... Ses articles de fond suscitent l'intérêt des lecteurs qu'elle rencontre. Elle doit avoir toute sa place comme revue du Parti, notamment auprès des fédérations et de tous les militants concernés par les questions d'éducation... <http://reseau-ecole.pcf.fr/58845>



### **Luttons de classe(s)**

un 4 pages qui apporte régulièrement des informations sur l'actualité et les enjeux des luttons en cours dans le champ de l'éducation. <http://reseau-ecole.pcf.fr/58759>

### **Les ressources en ligne du réseau École du PCF**

où on peut retrouver et partager informations, documents, liens utiles...

Le site web : <http://reseau-ecole.pcf.fr> - le compte Facebook @pcf.ecole

le compte Twitter @pcf\_ecole

### **Et tous les communistes**

partie prenante des luttons sociales, qui organisent rencontres et débats sur les questions d'éducation, les élus qui prennent ces questions en compte dans leurs mandats.